

Ramp
H Mod
L

League of Nations. Secretary-General.

25 novembre 1920.

Document
de l'Assemblée
105



20/48/105

(Société des Nations)

(Demande d'admission du Liechtenstein)
dans la Société des Nations

(MEMORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL)

League of Nations

Application of Liechtenstein for admission
to the League of Nations

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

3 1761 09427480 0

Demande d'admission du Liechtenstein dans la Société des Nations.

MÉ MORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

I

Par notes en date des 15 et 23 juillet 1920, le Ministre de Suisse à Londres a présenté au Secrétaire Général copie d'une demande officielle d'admission de la Principauté du Liechtenstein dans la Société des Nations, en vertu du paragraphe 2 de l'article 1 du Pacte. La copie de la demande a été incorporée dans une note émanant du Chargé d'Affaires du Liechtenstein à Berne, en date du 19 juillet 1920. L'original, signé du Prince Charles de Liechtenstein, en date du 14 juillet 1920, a été transmis au Secrétaire Général par le Ministre de Suisse à Londres, accompagné d'une note en date du 7 octobre 1920.

La copie de la demande, jointe aux deux premières notes du Ministre de Suisse, a été transmise au Conseil, à titre de renseignement, par le Secrétaire Général, le 3 septembre 1920, et communiquée à la même date aux Etats membres de la Société. Le texte intégral de la demande et des trois notes est annexé au présent mémorandum (Annexe I).

Une liste des pièces faisant partie des archives du Secrétariat, et relatives à la demande d'admission du Liechtenstein, est également annexée (Annexe II).

II

La Principauté du Liechtenstein se déclare Etat qui se gouverne librement ; cette affirmation se trouve en grande partie justifiée par les faits historiques. La Principauté a fait la guerre (contre la Prusse en 1866) ; et elle a conclu un certain nombre de traités, y compris des traités d'extradition et des traités douaniers dont on trouvera ci-annexée une liste partielle (Annexe III). Par note en date du 11 novembre 1920, le Chargé d'Affaires du Liechtenstein à Berne a informé le

Application of Liechtenstein for admission to the League of Nations

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

I

In notes dated respectively July 15th, 1920, and July 23rd, 1920, the Swiss Minister in London presented to the Secretary-General a copy of the formal application of the Principality of Liechtenstein for admission to the League of Nations, under paragraph 2 of Article 1 of the Covenant. The copy of the application was embodied in a note from the Chargé d'Affaires of Liechtenstein at Berne, dated July 19th, 1920. The original application, signed by Charles Prince of Liechtenstein, and dated July 14th, 1920, was transmitted to the Secretary-General by the Swiss Minister in London, under cover of a note dated October 7th, 1920.

The copy of the application, together with the first two notes from the Swiss Minister, was transmitted to the Council for its information by the Secretary-General on September 3rd, 1920, and was communicated to the States Members of the League on the same date. The full text of the original application and of the three notes is annexed to this memorandum. (Annex I.)

A list of documents in the archives of the Secretariat, relating to the application of Liechtenstein for admission, is annexed. (Annex II.)

II

The Principality of Liechtenstein claims to be a fully self-governing State, and historically the facts to a considerable extent support this claim. The Principality has made war (on Prussia in 1866); and it has concluded a number of treaties, including extradition and customs treaties, a partial list of which is annexed. (Annex III.) The Chargé d'Affaires of Liechtenstein at Berne, in a note dated November 11, 1920, informed the Secretary-General that, in addition to the Treaties enumerated in Annex III, there had recently been signed a Treaty

Secrétaire Général que, outre les traités énumérés à l'Annexe III, un traité entre le Liechtenstein et la Suisse avait été signé récemment, aux termes duquel la Suisse s'engageait à administrer les services des postes, télégraphes et téléphones de la Principauté. Cet accord n'a pas encore été ratifié. Le Chargé d'Affaires ajoutait qu'un accord relatif à l'Union douanière avec la Suisse faisait actuellement l'objet d'une discussion.

Le Chargé d'Affaires a joint copies¹ des notes échangées entre le Liechtenstein et le Département des Affaires étrangères de Suisse, en date des 21 et 24 octobre 1919 et du 10 mars 1920, au sujet de la représentation diplomatique du Liechtenstein à l'étranger. Il ressort de ces notes que le Liechtenstein conserve ses Légations à Berne et à Vienne, et envisage la création d'une Légation à Prague ; d'autre part, qu'à la demande du Gouvernement du Liechtenstein, le Gouvernement Suisse a bien voulu se charger de la représentation diplomatique du Liechtenstein dans les autres pays. On attire l'attention sur la partie du 1^{er} paragraphe de la note du Chargé d'Affaires du Liechtenstein au Ministre des Affaires étrangères de Suisse, en date du 10 mars 1920, dont le texte est le suivant :

« Il reste entendu que le Conseil Fédéral Suisse, selon sa déclaration amicale » du 24 octobre, par laquelle il a accepté cette représentation, assurera indéfiniment cette dernière, sans empiéter sur les droits souverains de la Principauté » et sans que le Prince régnant puisse en aucun cas voir aliéner son droit de nommer » ses propres représentants lorsqu'il le jugera opportun. »

Les traductions intégrales de ces notes, faites d'après les copies des originaux transmises par le Chargé d'Affaires du Liechtenstein, sont jointes au présent dossier (Annexe IV).

Les traités conclus entre l'Autriche-Hongrie et le Liechtenstein, le 19 janvier 1884 et le 27 novembre 1888, semblent restreindre quelque peu la souveraineté complète du Liechtenstein, ainsi d'ailleurs que le fait que le chef de la Principauté de Liechtenstein, le Prince de Liechtenstein, possède une double nationalité, attendu qu'il est également ressortissant de l'Autriche.

Le Chargé d'Affaires a joint à sa note, en date du 11 novembre 1920, une copie de la constitution actuellement en vigueur dans la Principauté ; il a signalé toutefois que cette constitution était en cours de revision, le Prince ayant déclaré qu'il était prêt à accepter une nouvelle constitution, qui donnerait au peuple une part plus large dans le Gouvernement. Cette pièce, accompagnée d'une traduction résumée, est actuellement entre les mains du Secrétariat. La note du 11 novembre est jointe au dossier (Annexe V).

Le Chargé d'Affaires signale également dans la même note que la superficie de la Principauté est de 157 kilomètres carrés, sa population d'environ 8.500 habitants.

On remarquera que le Liechtenstein signale qu'il est demeuré neutre pendant la guerre².

III

La demande d'admission du Liechtenstein dans la Société est faite conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 1 du Pacte. Ce paragraphe prévoit qu'un État pleinement autonome peut devenir membre de la Société, sous la condition, entre autres, « qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux. »

¹ En réponse à une demande télégraphique du Secrétaire Général en date du 10 novembre 1920.

² Voir 2^e paragraphe de la demande dont le texte figure à l'annexe I.

between Liechtenstein and Switzerland, by the terms of which the latter undertook the administration of the postal, telegraph and telephone services in the Principality. This agreement has not yet been ratified. The Chargé d'Affaires added that an agreement concerning a Customs Union with Switzerland was now being discussed.

With reference to Liechtenstein's diplomatic representation abroad, the Chargé d'Affaires enclosed¹ copies of notes exchanged between Liechtenstein and the Department of Foreign Affairs of Switzerland, dated October 21, 1919, October 24, 1919, and March 10, 1920, regarding this matter. From these notes it appears that Liechtenstein maintains Legations at Berne and at Vienna, and is considering the establishment of a Legation at Prague: and that, at the request of the Government of Liechtenstein, the Government of Switzerland has undertaken the diplomatic representation of Liechtenstein elsewhere. Attention is invited to the part of the first paragraph of the note of the Chargé d'Affaires of Liechtenstein to the Minister of Foreign Affairs of Switzerland, dated March 10, 1920, which reads as follows:

« ...it being understood that the Swiss Federal Council, in accordance with its friendly communication of October 24, conveying its assent, will undertake the representation of the interests of Liechtenstein without prejudice to the sovereign rights of the Principality, for an indefinite period, and with the reservation that the reigning Prince retains his right to establish his own representatives wherever he may see fit to do so. »

Translations of the full text of these notes, based upon the copies of the originals which were transmitted by the Chargé d'Affaires of Liechtenstein, are annexed. (Annex IV.)

The treaties between Austria-Hungary and Liechtenstein of January 19, 1884, and November 27, 1888, appear slightly to impair the complete sovereignty of Liechtenstein, as also does the fact that the head of the Liechtenstein State, the Prince of Liechtenstein, possesses dual citizenship, being also an Austrian national.

In his note of November 11, 1920, the Chargé d'Affaires enclosed a copy of the Constitution now in force in Liechtenstein. Adding, however, that this Constitution was now being revised, the Prince of Liechtenstein having expressed his willingness to agree to a new Constitution which would give the people a larger share in the government of Liechtenstein. This document, together with a summarized translation, is now in the possession of the Secretariat. The note of November 11 is attached. (Annex V.)

The Chargé d'Affaires stated also in this note that the area of the Principality was 157 square kilometers, and that its population numbered about 8,500.

It will be noted that Liechtenstein claims to have maintained its neutrality during the War².

III.

The application of Liechtenstein for admission to the League is made under the provisions of paragraph 2 of Article 1 of the Covenant. This paragraph provides that a fully self-governing State may become a Member of the League, provided, amongst other conditions, that it shall give "effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations."

¹ In response to a telegraphic request by the Secretary-General, dated November 10, 1920.

² See the second paragraph of the application, the text of which is given in Annex I.

Il convient de se rappeler à cet égard le paragraphe 2 de la demande du Liechtenstein, en date du 14 juillet 1920, où le Gouvernement du Liechtenstein prétend « avoir donné toute garantie de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux ».

IV

Le 2^e paragraphe de l'article 1 du Pacte porte en outre que l'Etat demandant à entrer dans la Société acceptera le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens. Nous attirons l'attention sur le 2^e paragraphe de la demande d'admission du Liechtenstein, datée du 14 juillet 1920, où il est déclaré que « le Liechtenstein n'ayant depuis 1866 possédé aucune armée, le Gouvernement du Liechtenstein croit pouvoir déclarer qu'il a déjà exécuté toutes les mesures dont la Société peut se croire obligée d'envisager la nécessité relativement aux effectifs et aux armements militaires du Liechtenstein ».

Le rapport du Comité consultatif permanent des questions militaires, navales et aériennes, soumis au Conseil de la Société des Nations à sa réunion de Bruxelles le 22 octobre 1920, et relatif au Liechtenstein, est donné en Annexe. (Annexe VI.) Le rapport du Comité a fait l'objet d'une résolution du Conseil, qui sera soumise à la considération de l'Assemblée.

V

Par note en date du 8 septembre 1920, adressée au Premier Ministre du Liechtenstein, et transmise par les soins du Ministre de Suisse à Londres, le Secrétaire Général a suggéré que le Gouvernement du Liechtenstein pourrait, s'il le voulait, envoyer un représentant à Genève, afin de fournir éventuellement à l'Assemblée les explications orales qu'elle pourrait désirer entendre, relativement à la demande d'admission du Liechtenstein. Le Ministre de Suisse, par lettre en date du 14 septembre 1920, a déclaré que cette note était transmise au Gouvernement du Liechtenstein. Le Secrétaire Général n'a pas encore été informé de la nomination d'aucun représentant.

Attention is invited to the second paragraph of the Liechtenstein application of July 14, 1920, in which it is claimed that the Government of Liechtenstein "has given every guarantee of its sincere intention to observe its international engagements."

IV.

The second paragraph of Article 1 of the Covenant also provides that the State applying for Membership in the League "shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments." Attention is directed to the second paragraph of the Liechtenstein application of July 14, 1920, in which it is stated that inasmuch as Liechtenstein has possessed no military forces since the year 1866, the Government of Liechtenstein thinks that it may claim to have already carried out all the measures which the League might feel called upon to require in respect of the forces and military armaments of Liechtenstein.

The report of the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, which was submitted to the Council of the League at its meeting at Brussels, on October 22, 1920, with reference to Liechtenstein, is attached hereto. (Annex VI.) The report of the Commission has formed the subject of a resolution of the Council, which is being placed before the Assembly.

V.

In a note dated September 8, 1920, addressed to the Prime Minister of Liechtenstein, and transmitted through the Swiss Minister in London, the Secretary-General suggested that the Government of Liechtenstein might, if it desired, send a representative to Geneva, in order to furnish the Assembly with such oral explanations, if any, concerning the application of Liechtenstein for admission, as the Assembly might desire to hear. The Swiss Minister, in a note dated September 14, 1920, stated that this note was being transmitted to the Government of Liechtenstein. The Secretary-General has not yet been informed of the naming of any person for this purpose.

ANNEXE

I

I.C.1.9/20.

LONDRES, le 15 juillet 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la Principauté de Liechtenstein demande à être admise à la Société des Nations.

La Suisse ayant assumé la représentation diplomatique de cette Principauté auprès du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le soussigné a été chargé de vous informer officiellement de cette requête.

Je m'empresserai de vous remettre les documents relatifs à cette demande d'accession, dès que ceux-ci, qui me seront apportés par le prochain courrier, me seront parvenus.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les nouvelles assurances de ma très haute considération.

(Signé) C. R. PARAVICINI.

A l'Honorable Sir ERIC DRUMMOND,

Secrétaire Général de la Société des Nations,
Londres.

II

I.C.1.9/20.

LONDRES, le 23 juillet 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par note du 15 juillet, j'ai eu l'honneur sur l'ordre de mon Gouvernement, de vous informer de l'intention de la Principauté de Liechtenstein de soumettre à l'Assemblée générale de la Société des Nations sa demande d'accession. J'avais ajouté que les documents se référant à cette requête vous seraient transmis prochainement,

ANNEX I.

I.

Swiss Legation.

LONDON, 15th July, 1920.

I.C. 1.9 /20.

Sir,

By instruction from my Government, I have the honour to inform you that the Principality of Liechtenstein requests to be admitted to the League of Nations.

As Switzerland has undertaken the diplomatic representation of this Principality with His Majesty's Government, I, the undersigned, have been instructed to inform you officially of this request.

I shall send you the documents relevant to this request for admission to the League so soon as they reach me ; they are to be despatched to me by the next mail.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. R. PARAVICINI.

Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the
League of Nations,
London.

II.

[Translation.]

I.C.1.9 /20.

LONDON, 23rd July, 1920.

Sir,

By my Note of 15th July, I had the honour, under orders from my Government, to inform you of the intention of the Principality of Liechtenstein to submit to the General Assembly of the League of Nations its request for admission to the League. I added that the documents relative to this request would be sent to you shortly.

Pour faire suite à cette communication, je m'empresse de vous remettre sous ce pli le texte de la déclaration du Gouvernement princier destiné à vous être soumis par mon entremise. Ce n'est pas encore là la pièce définitive, mais seulement une copie certifiée conforme de la déclaration originale que la Légation sera sans doute en mesure de vous faire parvenir dans quelques jours.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les nouvelles assurances de ma haute considération. (1 *Annexe*.)

(Signé) C. R. PARAVICINI.

A l'Honorable Sir ERIC DRUMMOND,
Secrétaire Général de la Société des Nations,
Sunderland House,
Curzon Street, Londres.

III

LONDRES, le 7 octobre 1920.

I.C.1.q. /20.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par note du 23 juillet 1920, j'ai eu l'honneur de vous remettre, sur l'ordre de mon Gouvernement, le texte de la déclaration du Gouvernement princier du Liechtenstein concernant sa requête d'adhésion à la Société des Nations.

Pour faire suite à cette communication, je m'empresse de vous faire tenir sous ce pli l'original de cette déclaration signée par M. le Gouverneur de la Principauté et munie de son sceau.

Je vous serais très vivement obligé de bien vouloir me donner acte de la présente transmission et saisi cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. R. PARAVICINI.

[1 *Annexe*.]

A l'Honorable Sir ERIC DRUMMOND,
Secrétaire Général de la Société des Nations,
Sunderland House, Londres.

IV

VADUZ, le 14 juillet 1920.

LÉGATION DE LA PRINCIPAUTÉ
DE LIECHTENSTEIN A BERNE.

En se référant à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du Pacte de la Société des Nations, en vertu duquel tout Etat qui se gouverne librement peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, le Gou-

Following this communication, I beg to send you herewith the text of the Declaration of the Government of the Principality, which is to be transmitted to you through me. This is not indeed the actual document, but only the Certified True Copy of the original Declaration, which the Legation will no doubt be able to send you in a few days.

I beg, etc.,

(Signed) C. R. PARAVICINI.

To Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General,
League of Nations,
Sunderland House, London.

III.

LONDON, 7th October, 1920.

I.C.1.q. /20.

Sir,

In my Note of July 23rd, 1920, I had the honour to send you, under instructions from my Government, the text of the declaration of the Princely Government of Liechtenstein relative to its request for admission into the League of Nations.

I now hasten to submit to you herewith the original of the declaration, signed and sealed by the Sovereign of the Principality.

I should be very grateful for an acknowledgment of this enclosure.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. R. PARAVICINI.

[1 Enclosure]

The Honourable Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations,
Sunderland House, London.

IV.

[Translation.]

VADUZ, 14th July, 1920.

LEGATION OF THE PRINCIPALITY
OF LIECHTENSTEIN AT BERNE.

With reference to Article 1, paragraph 2, of the Covenant of the League of Nations, by virtue of which any fully self-governing State may become a Member of the League if its admission is agreed upon by two-thirds of the

vernement de la Principauté de Liechtenstein a l'honneur d'adresser à la Société des Nations sa demande d'être admis au nombre des Membres de la Société.

Le Gouvernement princier du Liechtenstein est demeuré neutre au cours de la dernière guerre et a donné toute garantie de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux. Depuis l'année 1866, la Principauté de Liechtenstein ne possède plus de contingents militaires. Le Gouvernement princier se croit donc fondé à admettre qu'il a déjà réalisé toutes les mesures que la Société pourrait être amenée à exiger en ce qui concerne les forces et armements militaires du Liechtenstein.

Désirant vivement collaborer, dans la mesure de ses forces, à l'œuvre de la paix entreprise par la Société des Nations, le Gouvernement du Liechtenstein se permet donc de prier le Conseil de la Société de bien vouloir transmettre sa demande d'admission à l'Assemblée de la Société des Nations.

*Le Gouverneur de la Principauté
de Liechtenstein :*

CHARLES, PRINCE DE LIECHTENSTEIN.

A l'Honorable Sir ERIC DRUMMOND,
Secrétaire Général de la Société des Nations,
Genève.

Assembly, the Government of the Principality of Liechtenstein has the honour to address to the League of Nations its request to be admitted as a Member of the League.

The Princely Government of Liechtenstein remained neutral throughout the late war, and has given every guarantee of its sincere intention to observe its international engagements. The Principality of Liechtenstein has possessed no military forces since the year 1866. The Princely Government thinks, therefore, that it may claim to have already carried out all the measures which the League might feel called upon to require in respect of the forces and military armaments of Liechtenstein.

The Government of Liechtenstein is keenly desirous of collaborating, within the measure of its power, in the work of Peace undertaken by the League of Nations, and ventures therefore to beg the Council of the League to be so good as to transmit this request for admission to the Assembly of the League of Nations.

(Seal) *Governor of the Principality
of Liechtenstein :*

CHARLES, PRINCE DE LIECHTENSTEIN.

The Honourable Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations.
Geneva.

ANNEXE II.

LISTE DES DOCUMENTS CONTENUS DANS LES ARCHIVES DU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ ET TRAITANT DE LA DEMANDE D'ADMISSION DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

1^o Extrait de la *Gazette de Lausanne* dans lequel il est déclaré que le Gouvernement de Liechtenstein devait demander à la Conférence de la Paix de le reconnaître et de l'inviter à adhérer à la Société.

(Enregistrement N^o 28/1017/1017.)

2^o Note, en date du 15 juillet 1920 du Ministre de Suisse à Londres au Secrétaire Général de la Société des Nations, l'informant, d'après les ordres du Gouvernement suisse (lequel s'était chargé de représenter diplomatiquement le Liechtenstein en Grande-Bretagne) que la Principauté de Liechtenstein demandait à être admise dans la Société des Nations.

(Enregistrement N^o 28/5516/1017.)

(Pièce de l'Assemblée N^o 18.)

3^o Note du Secrétaire Général au Ministre de Suisse à Londres, en date du 20 juillet 1920, accusant réception de la communication précédente.

(Enregistrement N^o 28/5516/1017.)

4^o Note du Ministre de Suisse à Londres au Secrétaire Général de la Société en date du 23 juillet 1920, transmettant une copie certifiée conforme de la Déclaration du Gouvernement de Liechtenstein concernant son admission dans la Société des Nations.

(Enregistrement N^o 28/5516/1017.)

(Pièce de l'Assemblée N^o 18.)

5^o Note du Secrétaire Général au Ministre de Suisse à Londres en date du 26 juillet 1920, accusant réception de la communication précédente.

(Enregistrement N^o 28/5703/1017.)

6^o Note du Secrétaire Général au Premier Ministre de Liechtenstein, en date du 8 septembre 1920 et transmise par l'intermédiaire du Ministre de Suisse à Londres, suggérant que le Gouvernement de Liechtenstein envoie, s'il le désire, un délégué à Genève ou dans les environs,

(Enregistrement N^o 28/6544/382.)

7^o Note du Ministre de Suisse à Londres au Secrétaire Général en date du 14 septembre 1920, l'informant que la communication précédente était transmise au Gouvernement de Liechtenstein.

(Enregistrement N^o 28/6544/382.)

ANNEX II.

LIST OF DOCUMENTS IN THE ARCHIVES OF THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE RELATING TO THE APPLICATION OF LIECHTENSTEIN FOR ADMISSION TO THE LEAGUE.

1. Extract from the *Gazette de Lausanne*, in which it is stated that the Peace Conference was to be asked by the Government of Liechtenstein to recognise Liechtenstein and to invite it to adhere to the League of Nations.

(Registry No. 28/1017/1017.)

2. Note from the Swiss Minister at London dated 15th July, 1920, to the Secretary-General of the League of Nations, informing him, under instructions from the Government of Switzerland (which had undertaken the diplomatic representation of Liechtenstein in Great Britain) that the Principality of Liechtenstein requested to be admitted to the League of Nations.

(Registry No. 28/5516/1017.)

(Assembly Document No. 18.)

3. Note from the Secretary-General to the Swiss Minister in London dated July 20th, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.

(Registry No. 28/5516/1017.)

4. Note from the Swiss Minister in London dated July 23rd, 1920, to the Secretary-General of the League, transmitting a certified copy of the Declaration of the Government of Liechtenstein, regarding admission to the League of Nations.

(Registry No. 28/5516/1017.)

(Assembly Document No. 18.)

5. Note from the Secretary-General to the Swiss Minister in London, dated July 26th, 1920, acknowledging receipt of the above communication.

(Registry No. 28/5703/1017.)

6. Note from the Secretary-General addressed to the Prime Minister of Liechtenstein, dated September 8th, 1920, and transmitted through the Swiss Minister in London, suggesting that the Government of Liechtenstein might, if it desired, send a representative to Geneva or to some near-by place.

(Registry No. 28/6544/382.)

7. Note from the Swiss Minister in London to the Secretary-General, dated September 14th, 1920, stating that the above communication was being transmitted to the Government of Liechtenstein.

(Registry No. 28/6544/382.)

8° Note du Ministre de Suisse à Londres au Secrétaire Général, en date du 7 octobre 1920, lui transmettant l'original de la déclaration du Gouvernement de Liechtenstein relative à son admission dans la Société des Nations.

(Enregistrement N° 28/7330/1017.)

9° Note du Secrétaire Général au Ministre de Suisse à Londres, en date du 13 octobre 1920, accusant réception de la communication précédente.

(Enregistrement N° 28/7330/1017.)

10° Télégramme du Secrétaire Général au Chargé d'Affaires de la Principauté de Liechtenstein à Berne, en date du 10 novembre 1920, demandant qu'on lui transmette certains renseignements et documents,

(Enregistrement N° 28/7330/1017.)

11° Note du Chargé d'Affaires de la Principauté de Liechtenstein à Berne, en date du 11 novembre 1920, au Secrétaire Général, lui transmettant les renseignements et documents demandés.

(Enregistrement N° 28/8216/1017.)

8. Note from the Swiss Minister in London to the Secretary-General, dated October 7th, 1920, transmitting the original declaration of the Government of Liechtenstein, regarding its admission to the League.

(Registry No. 28/7330/1017.)

9. Note from the Secretary-General to the Swiss Minister in London, dated October 13th, 1920, acknowledging receipt of the above communication.

(Registry No. 28/7330/1017.)

10. Telegram from the Secretary-General to the Chargé d'Affaires of Liechtenstein at Berne, dated November 10th, 1920, asking to be furnished with certain information and documents.

(Registry No. 28/7330/1017.)

11. Note from the Chargé d'Affaires of Liechtenstein at Berne to the Secretary-General, dated November 11th, 1920, transmitting the desired information and Documents.

(Registry No. 28/8216/1017.)

ANNEXE III.

LISTE PARTIELLE DES TRAITÉS CONCLUS AVEC LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN DE 1393 A 1897.

(Extraite des « Répertoires des Traités de Paix, etc., 1393-1897 », réunis par
M. Tetot et G. de Ribier.)

- 12 juillet 1806 Allemagne-France.— Etablissement de la Confédération du Rhin.
(1948) Paris.
(Martens, A. Suppl., IV, 313. B. VIII, 480. — Neumann
II, 202, — De Clerq, II, 171.)
Le Prince de Liechtenstein était compris dans la Confédé-
ration du Rhin (Art. 1.)
- 9 nov. 1918 Liechtenstein. — Charte Constitutionnelle de la Principauté.
(2894) (Documents d'Etats, V, 1192.)
- 5 juin 1852 Adhésion de la Principauté de Liechtenstein au système douanier
(6076) autrichien. (Neumann, V, 686.)
- 20 déc. 1852 Belgique. — Extradition. (Francfort. G. de la Vega, II. 472.)
- 20 déc. 1863 Traité douanier avec l'Autriche-Hongrie.
(Ce Traité ne paraît pas avoir été catalogué.)
- 27 août 1870. Autriche-Hongrie, Bavière, Liechtenstein, Suisse. — Traité relatif
(548) à la construction d'une voie de chemin de fer, suivi d'un
protocole final. — Brégenz.
(Neumann et Plason, VII, 94.)
- 12 déc. 1875 Autriche-Hongrie, Principauté de Liechtenstein. — Convention
(1254) prorogeant l'expiration des Traités douaniers du 23 décembre
1863 jusqu'au 31 décembre 1876. — Vienne.
(Archives diplomatiques 1876-77, III, 143. — Neumann
et Plason, VIII, 269.)
- 3 déc. 1876. Autriche-Hongrie, Liechtenstein. — Traité relatif au renouvel-
(1372) lement et à la prolongation de l'Union des Douanes et des
Contributions du 23 décembre 1863. — Vienne.
(Neumann et Plason, VIII, 346.)
- 19 janv. 1884. Autriche-Hongrie, Liechtenstein. — Traité concernant l'adminis-
(2382) tration de la justice dans la Principauté de Liechtenstein. —
Vienne.
(Neumann et Plason, XII, 50.)
- 27 nov. 1888. Autriche-Hongrie, Liechtenstein. — Convention additionnelle.
(3088) — Vienne.
(Neumann et Plason, XIII, 294.)
- 11 nov. 1894. Convention Sanitaire de Dresde du 15 avril 1893, Principauté de
Liechtenstein. — Note relative à l'adhésion de la Princi-
pauté, adressée au Gouvernement Français.
(Journal officiel du 11 nov. 1894, 5417. — Bulletin des
Lois, 1894, Nos 1668, 1167.)

ANNEX III.

PARTIAL LIST OF TREATIES FROM 1393-1897 TO WHICH THE PRINCIPALITY OF
LIECHTENSTEIN HAS BEEN A PARTY.

(Based upon the "Répertoires des Traités de Paix, etc., 1393-1897," compiled by
M. Tétot and G. de Ribier.)

- July 12, 1806, Germany, France. Establishment of the Confederation of the
(1948.) Rhine.—Paris.
(Martens, A. Suppl., IV, 313, B. VIII, 480. Neumann, II, 202.
Clercq, II, 171.)
The Prince of Liechtenstein was included in the Confederation
of the Rhine. (Art. 1.)
- Nov. 9, 1918, Liechtenstein. Constitutional Charter of the Principality.
(2894) (State Papers, V, 1192.)
- June 5, 1852, Adhesion of the Principality of Liechtenstein to the Austrian
(6076) Customs System.
(Neumann, V, 686.)
- Dec. 20, 1852, Belgium. Extradition.—(Francfort. G. de la Vega, II, 472.)
- Dec. 23, 1863, Customs Treaty with Austria-Hungary.
(Apparently not listed.)
- Aug. 27, 1870, Austria-Hungary, Bavaria, Liechtenstein, Switzerland. Treaty
(548) relating to the construction of a railway, followed by a
final protocol.—Brégenz.
(Neumann et Plason, VII, 94.)
- Dec. 12, 1875, Austria-Hungary, Principality of Liechtenstein. Convention
(1254) delaying the expiration of the Customs Treaty of Dec. 23,
1863, until December 31, 1876.—Vienna.
(Archives dipl., 1876-77, III, 143.—Neumann et Pla-
son, VIII, 269.)
- Dec. 3, 1876, Austria-Hungary, Liechtenstein. Treaty regarding the renewal
(1372) and continuation of the Customs and Taxes Union of
December 23, 1863.—Vienna.
(Neumann et Plason, VIII, 343.)
- Jan. 19, 1884, Austria-Hungary, Liechtenstein. Treaty relating to the admi-
(2382) nistration of justice in the Principality of Liechtenstein.
—Vienna.
(Neumann et Plason, XII, 50.)
- Nov. 27, 1888, Austria-Hungary, Liechtenstein. Additional Convention.—
(3088) Vienna.
(Neumann et Plason, XIII, 294.)
- Nov. 11, 1894, Sanitary Convention of Dresden of 15 April, 1893, Principality
of Liechtenstein. Note addressed to the French Government
relative to the adhesion of the Principality (Journal officiel
du 11 novembre 1894, 5417. — Bulletin des Lois, 1894,
Nos. 1668, 1167).

ANNEXE IV.

LÉGATION DE LA PRINCIPAUTÉ
DE LIECHTENSTEIN, BERNE.

Optingenstrasse 37,
BERNE, le 21 octobre 1919.

M. le Conseiller Fédéral CALONDER,
Chef de la Section Politique,
Berne.

Monsieur,

Par ordre du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein, j'ai l'honneur de demander au Conseil Fédéral Suisse de représenter les intérêts du Liechtenstein dans les pays où la Principauté n'a pas de représentant mais où la Suisse est représentée diplomatiquement. Excepté en Suisse, en Autriche-Allemande, et en Tchéco-Slovaquie, où la Principauté a des Légations, les citoyens du Liechtenstein qui vivent en pays étranger sont en très petit nombre. Néanmoins, le Gouvernement de la Principauté est extrêmement désireux que les intérêts de la Principauté soient aussi représentés dans les autres pays. Il serait donc heureux de confier ses intérêts à la protection de la Suisse, en qui le Gouvernement et le peuple de Liechtenstein ont la plus grande confiance.

J'ai l'honneur d'être... etc.

(Signé) BECK.

Optingenstrasse 37,
BERNE, 10 mars 1920.

LÉGATION DE LA PRINCIPAUTÉ
DE LIECHTENSTEIN,
BERNE.

Monsieur le Ministre,

Par une communication en date du 24 octobre 1919, le Conseil Fédéral Suisse s'est déclaré, d'une façon très amicale et généreuse, prêt à assurer la représentation des intérêts de Liechtenstein dans les pays où cette Principauté n'a pas de représentant et ne se propose pas d'en nommer un, mais où la Suisse est représentée. Cette Principauté a des légations en Suisse et en Autriche ; il est donc inutile de prévoir la représentation dans ces deux pays. Il en est de même en ce qui concerne la Tchéco-Slovaquie où la question est à l'étude. Par une communication du 21 novembre 1919, le Conseil Fédéral a exprimé le désir d'être renseigné plus

ANNEX IV.

LEGATION OF THE PRINCIPALITY
OF LIECHTENSTEIN, BERNE.

Optingenstrasse, 37,
BERNE, 21st October, 1919.

M. le Conseiller Fédéral CALONDER,
Chief of the Political Department,
Berne.

Sir,

By order of the Government of the Principality of Liechtenstein, I have the honour to request the Swiss Federal Council to undertake to represent Liechtenstein's interests in those countries in which the Principality has no representative, but in which Switzerland is diplomatically represented. Except in Switzerland, German-speaking Austria, and Czecho-Slovakia, where the Principality has Legations, the number of citizens of Liechtenstein living in foreign countries is very small indeed. Nevertheless, the Government of the Principality is extremely anxious that the interests of the Principality should be represented in other countries as well. It would be glad, therefore, to entrust these interests to the protection of Switzerland, a country in which both the Government and the people of Liechtenstein have the utmost confidence.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) BECK.

Optingenstrasse 37,
BERNE, 10th March, 1920.

LEGATION OF THE PRINCIPALITY
OF LIECHTENSTEIN, BERNE.

Your Excellency,

In a communication dated October 24th, 1919, the Swiss Federal Council has expressed, in a most friendly and generous manner, its readiness to undertake the representation of the interests of Liechtenstein in those countries in which the Principality has no representative and does not propose to establish one, but in which Switzerland is represented. As the Principality has Legations in Switzerland and in Austria its representation in these countries does not need to be provided for. The same applies to Czecho-Slovakia, where the establishment of a Liechtenstein representative is under consideration. In a communication, dated November 21st, 1919, the Federal Council expressed the wish for more

complètement sur la façon d'assurer cette représentation. Comme suite à la lettre de Son Altesse, Prince régnant du Liechtenstein, lettre que je vous ai récemment communiquée, j'ai l'honneur de vous transmettre à nouveau les remerciements de Son Altesse et de son Gouvernement. Puis-je me permettre de vous indiquer dans quels domaines le Gouvernement de Son Altesse aimerait voir ses intérêts représentés. Il reste entendu que le Conseil Fédéral Suisse, selon sa déclaration amicale du 24 octobre, par laquelle il accepte cette représentation, assurera indéfiniment cette dernière sans empiéter sur les droits souverains de la Principauté et sans que le prince régnant puisse en aucun cas voir aliéner son droit de nommer ses propres représentants lorsqu'il le jugera opportun.

De l'avis du Gouvernement du Prince, la représentation des intérêts du Liechtenstein comprendrait en premier lieu, la *protection des intérêts économiques*. A cet égard, je tiens à souligner qu'actuellement ces intérêts paraissent menacés du fait que certains citoyens du Liechtenstein sont considérés comme ressortissant des Puissances centrales et sont traités comme tels en ce qui concerne leurs droits de propriété.

Dans les cas particuliers où cela paraîtrait désirable, le Gouvernement du Prince serait reconnaissant au Conseil Fédéral de l'autoriser à communiquer par l'intermédiaire des légations suisses avec les Gouvernements étrangers, ou d'intervenir auprès de ces derniers pour obtenir le maintien de l'existence économique de la Principauté. Par exemple, en assurant éventuellement la fourniture de certaines denrées alimentaires et de charbon, le Gouvernement du Prince saisisrait de la question, par note spéciale, le Département Politique Suisse. Le Gouvernement du Prince serait en outre très reconnaissant au Conseil Fédéral, de bien vouloir donner à ses représentants les instructions voulues pour viser, renouveler ou établir de nouveaux passeports à la demande des intéressés, sujets authentiques du Liechtenstein et résidant dans le district du représentant intéressé.

Les citoyens du Liechtenstein établiront, dans ce cas, leur identité au moyen de leur passeport ou de leur carte d'identité.

Les Conseils du District de Vaduz, Triesen, Balzers, Triesenberg, Schaan, Planken, Eschen-Mauren, Camprin, Ruggel, Schellenberg, sont actuellement les autorités auxquelles il appartient de délivrer les cartes d'identité.

Pour être valables, ces cartes doivent porter, outre le cachet du Conseil de District et la signature du fonctionnaire responsable, le cachet du Gouvernement du Prince et la signature du Gouverneur ou de son Représentant.

Les passeports portant une date antérieure au 1^{er} mars 1920, ne devront être considérés comme valables que s'ils ont été délivrés soit par le Gouvernement du Prince à Vaduz, soit par les Légations du Liechtenstein à Vienne ou à Berne, auquel cas, ils porteront le cachet du Gouvernement ou de l'une des légations ci-dessus. D'autre part, les passeports portant une date postérieure et délivrés par les Représentants Suisses seront reconnus valables.

Le Gouvernement du Prince estime qu'il est à désirer que la première délivrance ou le renouvellement d'un passeport soient toujours mentionnés sur la carte d'identité ; le passeport devra également porter indication des pièces qui auront servi à l'établir. Cette mesure aurait l'avantage d'empêcher toute personne de détenir plus d'un passeport à la fois ; en effet, si la carte d'identité faisait déjà mention de la délivrance d'un passeport, il faudrait pour en obtenir un nouveau, soit que l'on retourne l'ancien, soit que l'on prouve qu'il ait été perdu. D'autre part, le Gouvernement du Prince n'attache aucune importance au retour ni au dépôt des cartes d'identité.

Chaque fois qu'un passeport devant être muni de la photographie et de la signature du détenteur sera délivré, une courte note, à cet effet, à laquelle sera éventuellement joint le passeport périmé, devra être transmise à la Légation du Liechtenstein à Berne par les soins du Département politique.

Il n'est pas délivré actuellement de laissez-passer spéciaux aux enfants de moins de 12 ans, à moins qu'ils ne voyagent seuls. Il suffira d'indiquer leur nom sur le passeport de la personne qui les accompagne.

detailed information as to the manner in which this representation of interests should be carried out. With reference to the letter of His Highness the reigning Prince of Liechtenstein, which I recently handed to you, I have the honour to express to you once more the thanks of His Highness and of his Government. I will now venture to indicate in what respects His Highness's Government would wish to have its interests represented, it being understood that the Swiss Federal Council, in accordance with its friendly communication of October 24th conveying its assent, will undertake the representation of the interests of Liechtenstein without prejudice to the sovereign rights of the Principality, for an indefinite period, and with the reservation, that the reigning Prince retains his right to establish his own representatives wherever he may see fit to do so.

In the opinion of the Prince's Government, the representation of the interests of Liechtenstein should include, in the first place, *the protection of economic interests*. In this connection I would emphasize the fact that at the present time these interests appear to be menaced owing to citizens of Liechtenstein being regarded as nationals of the Central Powers and being treated as such where property rights are concerned.

In particular cases, when it might appear desirable, the Prince's Government would request the Federal Council to allow it to communicate through the Swiss Legations with foreign Governments, or to intervene with the latter in order to safeguard the economic existence of the Principality : as for instance, by ensuring the supply of certain foodstuffs and coal. Should the occasion arise, the Prince's Government would approach the Swiss Political Department with an appropriate Note.

The Prince's Government would, moreover, be greatly obliged if the Federal Council would instruct its representatives in the above-mentioned States to visa, *renew or issue fresh passports on application* to bona fide subjects of Liechtenstein, resident in the district of the representative concerned.

Citizens of Liechtenstein will in such cases prove their identity by means of their passports or certificates of identity.

The District Councils of Vaduz, Triesen, Balzers, Triesenberg, Schaan, Planken, Eschen-Mauren, Camprin, Ruggel and Schellenberg, are at present the competent authorities for the issue of certificates of identity. In order to be valid these certificates must bear, in addition to the stamp of the District Council and the signature of its Chief Official, the stamp of the Prince's Government and the signature of the Governor or his representative.

Passports bearing dates anterior to March 1st, 1920, should only be recognised as valid if they were issued either by the Prince's Government at Vaduz or by the Liechtenstein Legations at Vienna or Berne, in which case they will bear the stamp of the Government or of one of the above-mentioned Legations. On the other hand, passports with a later date, issued by Swiss representatives, will be recognised as valid.

The Prince's Government regards it as desirable that the first issue or renewal of a passport should in all cases be recorded on the certificate of identity ; the passport should also bear a record of the documents on the authority of which it was issued. This should provide a satisfactory means for preventing any person from being in possession of more than one passport at the same time, since, if the issue of a passport was already recorded on the certificate of identity, a fresh passport would only be issued if the old one were returned, or if evidence of its loss were forthcoming. On the other hand, the Prince's Government attaches no importance to the return or deposit of certificates of identity.

Whenever a passport is issued requiring a photograph and the signature of the owner, a short note to that effect, enclosing the expired passport, if any should be sent, through the Political Department to the Liechtenstein Legation at Berne.

No special passes are at present issued to children under twelve years of age unless they are travelling alone. Their names are merely entered on the passport of the person accompanying them.

Le Gouvernement du Prince considère que les fonctionnaires suisses chargés de la délivrance du renouvellement ou du visa des passeports des citoyens du Liechtenstein percevront les mêmes droits que pour les sujets suisses. Ces droits seraient retenus par la Confédération suisse.

Afin de faciliter la délivrance de nouveaux passeports, le Gouvernement propose d'adresser au Département Politique un certain nombre d'imprimés de passeports du Liechtenstein avec formules allemandes et françaises et prie de bien vouloir les distribuer comme il convient aux Représentants Suisses à l'étranger.

Des reproductions des cachets des 3 autorités compétentes ci-dessus mentionnées, à savoir : ceux du Gouvernement du Prince à Vaduz, les Délégations à Vienne et à Berne seront envoyées séparément. Jusqu'à la fin de l'année 1910, le Gouvernement du Prince faisait usage d'un cachet spécial dont reproduction est envoyée et que l'on apposait également sur les passeports toutes ces dernières années.

Si les Représentants Suisses étaient saisis de requêtes ou de demandes par d'autres ressortissants que ceux du Liechtenstein au sujet de la délivrance des passeports pour la Principauté, le Gouvernement du Prince serait reconnaissant à ces Représentants de bien vouloir informer les postulants qu'ils doivent adresser leur requête aux Légations du Prince à Vienne ou à Berne, selon qu'ils désirent pénétrer dans la Principauté par l'Autriche ou la Suisse, car les règlements autorisant l'entrée ou la résidence dans la Principauté sont soumis à de fréquentes modifications. Dans tous les cas, le postulant pourra faire une demande verbale en ce sens à la Légation du Liechtenstein intéressée, ou adresser une demande écrite soit directement, soit par les soins des Représentants de la Suisse, ou du Département politique, à la Légation du Liechtenstein.

Lorsque des sujets de la Principauté de Liechtenstein s'adresseront aux Représentants de la Suisse pour l'établissement ou le renouvellement des papiers d'identité (tels que certificats d'identité, extraits de naissance, certificats de mariage, actes de décès, papiers de famille, etc.) il y aura lieu de les renvoyer au Gouvernement du Prince, auquel toutes les demandes de ce genre doivent être adressées, soit directement, soit par l'intermédiaire des deux Légations du Liechtenstein à Vienne ou à Berne, ou encore par les soins du Représentant de la Suisse.

Quant à la question des secours à accorder aux sujets du Liechtenstein dans le besoin, le Gouvernement du Prince serait reconnaissant au Département Politique de bien vouloir prier ses Représentants d'avancer les fonds nécessaires pour assister les détresses les plus urgentes et de l'en informer, en même temps, par l'entremise du Département Politique. Les sommes déboursées de ce chef seront immédiatement couvertes par le Gouvernement du Prince.

Le Gouvernement du Prince serait également reconnaissant aux Représentants de la Suisse de bien vouloir autoriser les sujets du Liechtenstein à s'adresser à eux pour la légalisation des pièces d'identité, en acquittant les mêmes droits que les Nationaux Suisses.

Le Gouvernement du Prince compte aussi sur l'obligeance du Gouvernement Suisse pour faire savoir à ses Représentants qu'ils aient à prendre en mains, d'une manière générale, les intérêts des sujets du Liechtenstein, et à leur donner aide et protection au même titre qu'aux sujets suisses.

En pareil cas, il serait tout à fait désirable que les sujets du Liechtenstein qui ressortissent à la juridiction d'un Représentant de la Suisse, puissent s'adresser directement à ce Représentant au même titre que les sujets suisses. Dans tous les autres cas, il faudrait présenter une demande en règle au Département Politique.

Pour conclure, le Gouvernement du Prince se permet de rappeler les instructions antérieures données par le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères aux Représentants à l'étranger du Gouvernement Impérial et Royal Austro-Hongrois. Il ose espérer que Son Altesse Sérénissime le Prince Régnant et les membres de sa Famille recevront la considération que mérite leur situation, ainsi que toute aide et protection dont ils pourraient avoir besoin.

As regards fees, the Prince's Government assumes that the Swiss officials charged with the issue, renewal or visaing of the passports of citizens of Liechtenstein will exact the same fees as in the case of Swiss subjects. These fees would be retained by the Swiss Confederation.

With a view to the issue of new passports, the Prince's Government proposes to send to the Political Department a number of Liechtenstein passport-forms with German and French letterpress, and requests that they may be distributed as required among the Swiss representatives abroad. Reproductions of stamps of the three competent authorities referred to above, namely those of the Prince's Government at Vaduz and of the Liechtenstein Legations at Vienna and at Berne, will be sent separately. Until the end of 1910 the Prince's Government made use of a special stamp, of which a reproduction is being sent, and which was also used on passports in more recent years.

If requests or enquiries are made to Swiss representatives by other than Liechtenstein subjects, with regard to the issue of passports for the Principality, the Prince's Government would be obliged if these representatives would point out to the applicants that they should address their requests to the Prince's Legations at Vienna or Berne, according as they are entering the Principality through Austria or Switzerland, since the regulations for permission to enter or to reside in the Principality are subject to frequent alteration. In any case it is open to the applicant to make a personal request for this purpose to the Liechtenstein Legation in question, or to make a request in writing, either direct or through the kind offices of the Swiss representatives or through the Political Department, to the Liechtenstein Legation.

When Swiss representatives are approached by subjects of Liechtenstein with regard to the issue or renewal of identification papers (such as certificates of identity, birth certificates, marriage certificates, death certificates, family records) they should refer such applicants to the Prince's Government, to which all such requests are to be addressed, either directly or through one of the two Liechtenstein Legations at Vienna or Berne, or else through the kind offices of the Swiss representative.

With regard to relief of distressed Liechtenstein nationals, the Prince's Government would be greatly obliged if the Political Department would direct its representatives to advance funds sufficient to relieve urgent cases, informing the Prince's Government at the same time of their action, through the Political Department. The expenses incurred in this way will be immediately refunded by the Prince's Government.

The Prince's Government would also be very grateful if subjects of the Liechtenstein State might apply to Swiss representatives for the certifying of personal documents, on payment of the same fees as are charged to Swiss nationals.

The Prince's Government would also be obliged if the Swiss Federal Council would instruct its representatives abroad to take charge, in a general way, of all the interests of Liechtenstein subjects, and undertake their protection and support in the same way as for Swiss subjects.

In such a case it would be very desirable if the subjects of Liechtenstein living in the jurisdiction of a Swiss representative might apply direct to the Swiss representative in the same way as Swiss subjects. In all other cases a suitable application would be made to the Political Department.

In conclusion, the Prince's Government ventures to recall the instructions on this point formerly issued by the Imperial and Royal Ministry for Foreign Affairs to the Imperial and Royal Austro-Hungarian representatives abroad, and trusts that His Serene Highness the ruling Prince and the Members of his Family may be accorded the consideration due to their position, and such other protection and assistance as they may require.

C'est avec une profonde satisfaction que Son Altesse Sérénissime le Prince Régnant confie les intérêts des sujets du Liechtenstein à la protection de la Suisse, dans les pays où la Principauté n'a pas de Représentant accrédité, et il est convaincu que ces intérêts ne peuvent être confiés à de meilleures mains, ni mieux protégés.

J'ai l'honneur, etc.

Le Chargé d'Affaires de la Principauté
(Signé) BECK.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION POLITIQUE.

111.T/M. — B. 14. 24. P. 4.

BERNE, 24 octobre 1919.

REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS DU LIECHTENSTEIN.

Monsieur,

En réponse à votre communication du 21 octobre, nous avons l'honneur de vous informer que le Conseil Fédéral est tout à fait disposé à représenter les intérêts du Liechtenstein, dans les pays où la Suisse a un représentant et où la Principauté n'en a pas. Nous vous prions, en conséquence, de bien vouloir venir à ce bureau pour que nous puissions nous mettre d'accord sur le texte de la note, par laquelle la Suisse informera les puissances intéressées qu'elle se charge des intérêts du Liechtenstein.

Nous sommes heureux de pouvoir donner cette preuve d'une amitié déjà ancienne à un pays si voisin et vous prions d'agréer, Monsieur, etc.

Pour le Département
des Affaires Étrangères, Section Politique :

Pour CHARLES E. LARDY :

(Signé) BECK.

Dr BECK,

Chargé d'Affaires de la Principauté
du Liechtenstein,
Berne.

It is with a sense of deep gratification that His Serene Highness the Reigning Prince entrusts the interests of the subjects of Liechtenstein in countries where the Principality has no representatives of its own, to the protection of Switzerland, and he is convinced that the interests of Liechtenstein can be best placed under no more efficient protection.

I have the honour, etc.,

The Chargé d'Affaires of the Principality,
(Signed) BECK.

SWISS POLITICAL DEPARTMENT.
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

111. T/M. — B. 14. 24. P. 4.

BERNE, *October 24th*, 1919.

REPRESENTATION OF LIECHTENSTEIN'S INTERESTS.

Sir,

In reply to your communication of October 21st, we have the honour to inform you that the Federal Council is quite willing to undertake to represent the interests of Liechtenstein in those countries in which Switzerland has a representative but in which the Principality has none. We therefore request that you will be so good as to call at this office in order that we may agree upon the wording of the Note in which Switzerland will inform the Powers concerned that she is taking over the interests of Liechtenstein.

We are very glad to be able to afford a country which is so near a neighbour another proof of our long-standing friendship, and have the honour to remain, etc.,

For the Federal Political Department,
for CHARLES L. E. LARDY,
(Signed) BECK.

Dr. BECK,
Chargé d'Affaires of the
Principality of Liechtenstein,
BERNE.

ANNEXE V.

LÉGATION DE LA PRINCIPAUTÉ
DE LIECHTENSTEIN A BERNE.
N° 1386.

Optingenstr. 37.
BERNE, le 11 novembre 1920.

Excellence,

En possession du télégramme d'hier qui était ainsi conçu : « Prière envoyer d'urgence 1° copie arrangement entre Liechtenstein et Suisse concernant représentation diplomatique du Liechtenstein à l'étranger 2° constitution actuelle du Liechtenstein 3° superficie et nombre population du Liechtenstein — Secretary-General league of nations » — j'ai l'honneur et je m'empresse de transmettre à Votre Excellence ci-inclus un exemplaire de la constitution en vigueur dans la Principauté de Liechtenstein et copies de trois notes, échangées avec le Département Politique Suisse concernant la représentation diplomatique et consulaire du Liechtenstein à l'étranger.

En outre, je me permets de donner à Votre Excellence les renseignements demandés comme suit :

La Principauté compte sur une superficie de 157 kilomètres carrés une population d'environ 8 500 habitants.

L'arrangement avec la Suisse concernant la représentation diplomatique à l'étranger se base uniquement sur les notes échangées dont copies ci-inclus.

Une convention avec le Conseil Fédéral Suisse, par laquelle ce dernier se charge de l'administration des postes, télégraphes et téléphones dans la Principauté vient d'être signée sous réserve de ratification. Une autre convention concernant l'union douanière avec la Suisse se trouve en délibération.

La constitution actuellement en vigueur est en revision. Son Altesse le Prince Régnant, Jean II, s'est déjà déclaré d'accord d'élargir dans une nouvelle constitution les droits du peuple.

Que Votre Excellence veuille agréer l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Chargé d'Affaires
de la Principauté de Liechtenstein,
(Signé) BECK.

A Son Excellence Sir ERIC DRUMMOND,
Secrétaire Général
de la Société des Nations,
Genève.

ANNEX V.

LEGATION OF THE PRINCIPALITY
OF LIECHTENSTEIN, BERNE.
N^o 1386

Optingenstrasse, 37,
BERNE, *November 11th*, 1920.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge receipt of your telegram of yesterday's date, as follows : "Please send immediately copy understanding between Liechtenstein and Switzerland concerning Liechtenstein's diplomatic representation abroad Secondly present constitution of Liechtenstein Thirdly area and number of Liechtenstein's population—Secretary-General League of Nations." I hasten to send to Your Excellency enclosed herewith a copy of the constitution in force in the Principality of Liechtenstein, with copies of three notes exchanged with the Swiss Political Department concerning the Diplomatic and Consular representation of Liechtenstein abroad.

Furthermore, I take the liberty of supplying Your Excellency with the information desired, as follows :

The area of the Principality is 157 square kilometers, and its population about 8,500.

The understanding with Switzerland concerning diplomatic representation abroad is based solely upon the notes exchanged, copies of which are enclosed herewith.

The agreement with the Swiss Federal Council whereby the latter undertakes the administration of the postal, telegraph and telephone services in the Principality has just been signed but is not yet ratified. Another agreement concerning a Customs Union with Switzerland is being discussed.

The Constitution at present in force is being revised ; and His Highness the Reigning Prince, John II, has already declared his readiness to agree to a new constitution, which would give the people a larger share in the government.

I have the honour, etc.,

(Signed) BECK,

Chargé d'Affaires of the Principality of Liechtenstein.

To His Excellency Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations, Geneva.

ANNEXE VI.

RAPPORT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PERMANENTE CHARGÉE DES QUESTIONS
MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

BRUXELLES, *le 22 octobre 1920.*

LIECHTENSTEIN.

Cet Etat ne possédant aucune organisation militaire, navale ou aérienne, la Commission n'a pas eu à considérer sa situation à cet égard.

Le rapport de la Commission a fait l'objet d'une résolution du Conseil qui est actuellement soumise à l'Assemblée.

ANNEX VI.

REPORT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR MILITARY, NAVAL
AND AIR QUESTIONS, TO THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

BRUSSELS, *22nd October*, 1920.

LIECHTENSTEIN.

As this State possesses no naval, military or air organisation the question of its military, naval or air status was not considered by the Commission.

The report of the Commission has formed the subject of a resolution of the Council, which is being placed before the Assembly.
